

*Les crédits*

• (1010)

Par ailleurs, on soutient que nous devons nous attaquer au déficit. À mon avis, personne à la Chambre ne peut nier le fait qu'il faut réduire le déficit, mais le débat porte sur la façon dont le gouvernement procède.

Dans le même budget qui a supprimé la totalité du financement de base de plus de 75 centres pour femmes, il y a eu également des majorations. En effet, on a augmenté le budget du SCRS de 33 millions de dollars. En outre, 14 millions de dollars ont été affectés à la publicité sur la TPS. Nous pouvons constater quelles sont les priorités du gouvernement. Auprès des 33 millions de dollars pour le SCRS et des 14 millions pour la publicité sur la TPS, 1,6 million n'est pas grand-chose. Est-il justifié de prétendre qu'il faut imposer cette compression pour réduire le déficit?

Autre fait très intéressant, cela vient à un moment où les Canadiennes ont fait connaître en termes très énergiques au gouvernement leur opposition au projet de loi C-43, qui vise à recriminaliser l'avortement. Je ne crois pas qu'il s'agisse d'une simple coïncidence.

Je crois que cette mesure s'inscrit dans un programme politique. La voix des femmes qui se fait entendre à partir de ces centres et la capacité qu'ont les femmes de s'organiser au niveau local, tout cela est compromis par ces compressions budgétaires. Ces centres pour femmes doivent maintenant réorienter leurs efforts en faisant des campagnes de souscription afin de rester ouverts pour faire des analyses de projets et rédiger des propositions de projets.

Ayant déjà présidé le conseil d'administration de notre centre local pour femmes à Victoria, je sais combien d'énergie il faut investir dans ce travail. Les employées de ces centres sont souvent très peu payées. Les centres doivent également compter sur le bénévolat. Je sais que l'employée de notre centre pour femmes de Victoria recevait un salaire annuel d'environ 22 000 \$ par année, ce qui représente probablement la moyenne nationale.

On ne travaille pas dans ces centres pour devenir riche. On y travaille dans l'espoir que les recommandations du rapport de la commission royale d'enquête de 1970 finiront par porter fruit et que les Canadiennes jouiront d'une véritable égalité. Ces employées, de Victoria jusqu'à Terre-Neuve, sont des femmes engagées qui accomplissent le travail du gouvernement pour une très faible rémunération. Elles le font avec dévouement et passion. C'est une façon très efficace de tenter de réaliser l'objectif que le gouvernement s'est lui-même proposé d'atteindre. L'argument voulant que la coupe faite dans le budget

de 1,6 million de dollars soit une mesure de réduction du déficit tombe donc à plat.

C'est un autre objectif qu'on poursuit en l'occurrence. On cherche à réduire les femmes au silence, mais je puis vous assurer qu'elles ne se laisseront pas faire. Nous avons été témoins, toute la semaine, des initiatives prises par les femmes qui ne se laisseront pas baïllonner. Nous les avons vues à l'oeuvre de Terre-Neuve jusqu'à Port Alberni et au Nord.

La suppression totale du financement de base du centre d'information pour femmes de Whitehorse, au Yukon, obligera celui-ci à fermer ses portes. Si cela se produit, le centre le plus rapproché se trouvera à Port Coquitlam, en Colombie-Britannique. Est-ce là ce que le gouvernement entend par solutions de remplacement?

Qu'allons-nous faire? Payer des billets d'avion aux femmes pour qu'elles viennent demander une consultation? Payer leurs frais d'appel interurbain? Non.

En diminuant ces fonds, on tente de réduire les femmes au silence. Mais les femmes ne se laisseront pas faire. Il entre dans les plans du gouvernement actuel de condamner les pauvres au silence. Mais ceux-ci ne se laisseront pas faire.

Ma collègue, la députée de Mission—Coquitlam, a rencontré, à titre de porte-parole de son parti pour les questions sociales, un certain nombre d'hommes et de femmes à faible revenu qui ont besoin de services sociaux. Ce sont ces gens-là dont nous devrions nous occuper.

La compression des programmes destinés aux femmes met en cause le rôle du gouvernement, en fait. Qui devons-nous aider par l'entremise du régime fiscal? Ceux qui sont déjà relativement à l'aise? C'est ce que semble penser le gouvernement. Les compressions imposées aux centres destinés aux femmes et aux autochtones ainsi qu'à d'autres initiatives d'où peut naître une certaine contestation sont, à mon avis, des tentatives délibérées de la part du gouvernement de réduire au silence les femmes et les autochtones.

Je voudrais maintenant parler des effets de la fermeture de ces centres. En Colombie-Britannique, les centres destinés aux femmes situés dans les localités suivantes seront fermés: Chetwynd, Fort St. John, Howe Sound, Kelowna, Penticton, Port Alberni et Kitimat.

Nous avons demandé à maintes reprises à rencontrer le ministre responsable, le secrétaire d'État. Mais il s'est contenté de nous envoyer des fonctionnaires n'ayant pas le pouvoir d'apporter des changements au financement. Ces fonctionnaires ont davantage mécontenté les femmes, tout comme le ministre responsable. Lundi dernier, les députées de notre caucus ont adressé au ministre une